

DECRET N°2008-534 DU 24 SEPTEMBRE 2008

Portant transmission à l'Assemblée Nationale du
projet de loi de finances rectificative pour la
gestion 2008.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990, portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la loi organique n° 86-021 du 26 septembre 1986 relative aux lois de finances ;
- Vu** la proclamation le 29 mars 2006, par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 19 mars 2006 ;
- Vu** le décret n° 2007-540 du 02 novembre 2007, portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2008-111 du 12 mars 2008 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Vu** le décret n° 99-458 du 22 septembre 1999, portant approbation de la nouvelle nomenclature du Budget Général de l'Etat adaptée aux normes de l'UEMOA ;
- Vu** le décret n° 2008-533 du 21 septembre 2008 chargeant Monsieur Pascal Irénée KOUPAKI, Ministre d'Etat Chargé de la Prospective, du Développement et de l'Evaluation de l'Action Publique de l'intérim du Président de la République pour compter du 12 septembre 2008 ;

Sur proposition du Ministre de l'Economie et des Finances ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 17 septembre 2008

D E C R E T E :

Le projet de loi de finances rectificative pour la gestion 2008, dont copie ci-jointe, sera présenté à l'Assemblée Nationale pour examen et adoption par le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre Chargé des Relations avec les Institutions, Porte-parole du Gouvernement qui sont individuellement ou conjointement chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

A- EXPOSE DES MOTIFS

- Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
- Mesdames et Messieurs les honorables Députés,

Par le présent décret, nous soumettons à l'appréciation de votre auguste Assemblée le projet de loi de finances rectificative qui résulte des aménagements de prévisions initiales dus aux événements importants intervenus en cours d'année.

Dès la mise en exécution du Budget Général de l'Etat, gestion 2008, de nouveaux éléments liés respectivement aux menaces d'une flambée des prix des produits de grande consommation et à certains engagements pris par l'Etat, ont amené le Gouvernement à prendre des mesures dont la mise en œuvre, à l'instar de celles contenues dans le budget 2008 initial, nécessite, conformément aux dispositions de la loi organique n° 86-021 du 26 septembre 1986 relative aux lois des finances, l'autorisation de la Représentation Nationale.

Ces nouvelles mesures permettront entre autres :

1) Sur le plan social

- de faire face à la cherté de la vie en poursuivant jusqu'au mois de juin dernier, la vente de certains produits alimentaires de première nécessité et de matériaux de

construction à des prix subventionnés et de faciliter pour compter de juillet 2008 l'acquisition de ces produits grâce à l'ouverture dans tous les chefs lieux de commune de boutiques témoins ;

- de faciliter l'accès à l'enseignement supérieur en rendant effectivement gratuite l'inscription dans les facultés de tous les étudiants non boursiers et d'augmenter la dotation affectée aux secours universitaires destinés à ces derniers ;

- de mettre effectivement en application les engagements du Gouvernement visant l'apaisement du climat social, notamment dans la fonction publique par :

- la revalorisation de la fonction enseignante et le relèvement des indemnités de logement dans les trois ordres d'enseignement ;
- la reconversion des contractuels locaux et des communautaires puis le paiement à ces derniers de primes spécifiques payées au personnel enseignant APE ;
- la généralisation pour compter d'octobre 2008 de primes de rendement et de primes spécifiques aux Agents Permanents de l'Etat.

- d'organiser dans la paix et la quiétude tous les examens et concours de fin d'année académique 2007-2008 grâce à des rallonges budgétaires ;

- de satisfaire, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de gratuité des soins de santé ,aux enfants de moins de cinq ans, à des besoins complémentaires de vaccin.

2) Sur le plan économique

- d'accélérer les mesures en cours dans le cadre de l'autosuffisance alimentaire avec le renforcement des capacités du Fonds National pour la Promotion des Entreprises et de l'Emploi des Jeunes (FNPEEJ) axée sur le programme de diversification agricole par la valorisation des vallées de l'Ouémé, du Niger et du Mono ;

- d'accroître la contribution du Bénin au capital social de la Banque Sahélo Sahélienne d'Investissement et de Commerce (BSIC) en vue d'améliorer les années à venir, la part de cette Institution au financement de divers projets et programmes ;

- de contribuer aux côtés d'autres pays africains, au développement des biocarburants en réaction à la hausse effrénée du prix du baril de pétrole en souscrivant à la création et à la promotion d'un fonds africain dans ce domaine auprès de la BAD.

3) Sur le plan des infrastructures

- de poursuivre avec la contribution du secteur privé, la mise en œuvre de la politique de l'habitat par la viabilisation des sites d'accueil des 124 villas de type présidentiel, et la construction sur les ressources du budget national de 14 villas complémentaires ;

- de poursuivre dans le cadre des grands travaux, l'aménagement ou la réhabilitation de certaines voies de nos grandes villes (Cotonou, Parakou) notamment la liaison Aéroport-Place du Souvenir-Air Afrique, la sortie de Parakou vers Malanville ;

- d'accroître la capacité d'accueil de l'Aéroport International Bernardin Cardinal GANTIN de Cotonou et de démarrer les travaux de construction de celui de Tourou dans le souci de rétablir et d'améliorer progressivement la liaison aérienne entre le sud et le nord du Bénin ;

- de susciter et d'offrir aux grandes rencontres internationales ou régionales organisées au Bénin, un cadre de travail répondant aux normes par la réhabilitation du Centre International de Conférences et du Palais des Congrès ;

- de dédommager les occupants de l'emprise de l'échangeur du carrefour de Godomey.

4) Sur le plan sécuritaire

- de poursuivre le renforcement du dispositif de sécurité dans les grandes villes afin de garantir aussi bien aux citoyens qu'aux investisseurs étrangers, un

environnement de paix et de quiétude grâce à une dotation complémentaire des commissariats en moyens roulants et en matériels spécifiques ;

- de rétablir la communication permanente entre les structures techniques du ministère chargé de la décentralisation notamment les localités frontalières par l'acquisition et l'installation de 25 postes radioélectriques en remplacement des anciens qui sont hors d'usage.

Face aux nouvelles charges résultant des mesures ci-dessus énumérées, et pour financer les nouveaux projets, des réajustements ont été effectués sur certaines lignes budgétaires afin de rendre disponibles les crédits correspondants.

Les modifications opérées dans ce sens, sont :

- la réduction de 25% des crédits d'achats de biens et services des ministères ;
- la réallocation interne des crédits dans certains ministères comme le MUHRFLEC, le MEF et le MDCTTP pour financer les nouveaux projets.

B- LES PREVISIONS DE LA LOI DE FINANCES

Le projet de loi de finances rectificative pour la gestion 2008, est équilibré en ressources et en charges à la somme de 1 164 712 millions de FCFA contre 1 023 299 millions de FCFA dans la loi de finances initiale.

- Les ressources du budget national (non compris les ressources exceptionnelles de trésorerie) sont évaluées à 731 380 millions de FCFA contre 708 225 millions de FCFA, soit une augmentation de 23 155 millions de FCFA correspondant à un taux de 3,3%. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation des prévisions initiales de la douane de 16 000 millions de FCFA et de la révision des contributions des partenaires intervenant dans le programme FASTRACK (2 655 millions de FCFA) et des dépenses imputables au compte " Opérations Militaires à l'Extérieur" la paix" (4 500 millions de FCFA) ;

- Les charges sont établies à 1 164 712 millions de FCFA contre des prévisions initiales de 1 023 299 millions de FCFA, soit une augmentation de 141 413 millions de FCFA correspondant à un taux d'accroissement de 13,8% ;
- Le besoin de financement, évalué à 433 332 millions de FCFA contre une prévision initiale de 315 074 millions de FCFA, est entièrement couvert aussi bien par des ressources exceptionnelles de trésorerie que des ressources extérieures.

Telles sont, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Mesdames et Messieurs les Honnables Députés, les grandes lignes du projet de loi de finances rectificative pour la gestion 2008 que nous avons l'honneur de soumettre à l'appréciation de votre Auguste Assemblée pour examen et adoption.

Fait à Cotonou, le 24 septembre 2008

Pour^{le} Président de la République, Chef de l'Etat,
 Chef du Gouvernement absent, le Ministre d'Etat
 chargé de la Prospective, du Développement et de
 l'Evaluation de l'Action Publique, chargé de l'intérim,



Pascal Irénée KOUPAKI

Le Ministre de l'Economie et des
 Finances,



Soulé Mana LAWANI

Le Ministre Chargé des Relations
 avec les Institutions, Porte-parole
 du Gouvernement,



Jean Alexandre HOUNTONDJI

Ampliations : PR 6 - AN 85 - CC 2 - CS 2- HCJ 2 - CES 2 - HAAC 2 - MEF 4 - MCRI-PPG 4 - AUTRES
 MINISTERES 24 - SGG 4 - JO 1.

REPUBLIQUE DU BENIN

ASSEMBLEE NATIONALE

Loi n° 2008-

portant loi de finances rectificative pour la gestion 2008

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 2008,
la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1^{er} : Sous réserve des dispositions de la présente loi, continueront d'être opérées, pendant l'année 2008, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1- la perception des impôts, taxes, rémunérations des services rendus par l'Etat, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2- la perception des impôts, taxes, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux établissements publics et organismes divers dûment habilités.

En ce qui concerne les impôts sur revenus, sauf précision contraire contenue dans le texte des mesures fiscales énoncées, les dispositions de la présente loi s'appliquent aux revenus de l'exercice clos au 31 décembre 2007.

Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, ne sont pas autorisées, sous peine de poursuite contre les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois (03) années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'encontre des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat.

Ces dispositions sont applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance des produits ou services de ces entreprises.

Article 2 : Les ressources de la présente loi portant loi de finances rectificative pour la gestion 2008 sont réévaluées à 1 164 712 de francs CFA et comprennent :

A- Les ressources intérieures731 380 millions de francs CFA

- recettes des administrations financières...551 757 millions de francs CFA :
 - * douanes..... 299 757 millions de francs CFA ;
 - (y compris les produits d'escorte estimés à 22 083 millions de FCFA)**
 - * impôts..... 235 000 millions de francs CFA ;
 - * trésor.....17 000 millions de francs CFA ;
- budget annexe : budget du fonds national des retraites
 - du Bénin (FNRB) 15 966 millions de francs CFA ;
- budget de la caisse autonome
 - d'amortissement (CAA)6 000 millions de francs CFA ;
- budget du fonds routier..... 2 321 millions de francs CFA ;
- comptes spéciaux du trésor.....155 336 millions de francs CFA.

B- Les ressources extérieures305 432 millions de francs CFA

- dons projets.....93 700 millions de francs CFA ;
- prêts projets.....100 312 millions de francs CFA ;
- allègement de la dette..... 27 657 millions de francs CFA ;
- aides budgétaires.....83 763 millions de francs CFA.

C- Les ressources exceptionnelles de trésorerie : 127 900 millions de francs CFA

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES ET AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

A - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 3 : Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux charges de l'Etat demeurent en vigueur.

Article 4 : Le montant des crédits ouverts au budget général de l'Etat remanié pour la gestion 2008 est fixé à 1 010 154 millions de francs CFA se décomposant comme suit :

- dépenses ordinaires537 523 millions de francs CFA ;
- dépenses en capital..... 431 611 millions de francs CFA ;
- dépenses du budget annexe..... 30 831 millions de francs CFA ;
- dépenses des autres budgets..... 10 189 millions de francs CFA.

B - DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

Article 5 : Les charges nettes de la présente loi portant loi de finances rectificative pour la gestion 2008 sont réévaluées à 1 164 712 millions de francs CFA se décomposant comme ci-après :

- crédits ouverts au budget général de l'Etat,
gestion 2008 remanié.....1 010 154 millions de francs CFA
dont variation nette des arriérés19 400 millions de francs CFA ;
- comptes spéciaux du trésor154 558 millions de francs CFA.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 6-a : La présente loi portant loi de finances rectificative pour la gestion 2008 dégage, par rapport aux ressources intérieures, un besoin de financement de 433 332 millions de francs CFA déterminé ainsi qu'il suit :

TABLEAU D'EQUILIBRE GENERAL DE LA LOI DE FINANCES GESTION 2008 REVISEE

(en millions de francs CFA)

OPERATIONS	RESSOURCES		CHARGES		SOLDE	
	2008	2008 Rév.	2008	2008 Rév.	2008	2008 Rév.
A - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF	598 283	621 438	915 299	1 056 712	-317 016	-435 274
I - BUDGET GENERAL DE L'ETAT	560 044	576 044	875 896	1 010 154	-315 852	-434 110
1 - Budget des institutions et ministères	535 757	551 757	815 476	949 734	-279 719	-397 977
a - Recettes des régies	535 757	551 757			535 757	551 757
b - BIAC	0	0			0	0
c - Dépenses ordinaires hors arriérés			443 566	518 123	-443 566	-518 123
d - Dépenses en capital			371 910	431 611	-371 910	-431 611
2 - Budget annexe	15 966	15 966	30 831	30 831	-14 865	-14 865
- Fonds national des retraites du Bénin	15 966	15 966	30 831	30 831	-14 865	-14 865
3 - Autres budgets	8 321	8 321	10 189	10 189	-1 868	-1 868
a - Caisse autonome d'amortissement	6 000	6 000	1 388	1 388	4 612	4 612
b - Fonds routier	2 321	2 321	8 801	8 801	-6 480	-6 480
4 - variation nette des arriérés			19 400	19 400	-19 400	-19 400
III - COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE	38 239	45 394	39 403	46 558	-1 164	-1 164
- Compte SYDONIA			1 164	1 164	-1 164	-1 164
- Compte maintien de la paix	22 000	26 500	22 000	26 500	0	0
- Compte Education (appui ciblé)	16 239	18 894	16 239	18 894	0	0
B - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE	109 942	109 942	108 000	108 000	1 942	1 942
I - COMPTES DE PRÊT	3 500	3 500	8 000	8 000	-4 500	-4 500
II - COMPTES D'AVANCE	106 442	106 442	100 000	100 000	6 442	6 442
SOUS-TOTAL	708 225	731 380	1 023 299	1 164 712		
C - BESOIN DE FINANCEMENT DE LA LOI DE FINANCES					-315 074	-433 332
FINANCEMENT DU DEFICIT	315 074	433 332				
D - RESSOURCES INTERIEURES	53 668	127 900				
RESSOURCES EXCEPTIONNELLES DE TRESORERIE	53 668	127 900				
CESSION D'AACTIFS	0	0				
E - RESSOURCES EXTERIEURES	261 406	305 432				
I- DONS PROJETS	92 586	93 700				
II- PRETS PROJETS	96 812	100 312				
III- ALLEGEMENTS DE LA DETTE	27 657	27 657				
IV AIDES BUDGETAIRES	44 351	83 763				
TOTAL GENERAL	1 023 299	1 164 712	1 023 299	1 164 712	0	0

Article 6-b : Le besoin de financement dégagé par la présente loi de finances sera couvert par :

- l'utilisation des ressources exceptionnelles de trésorerie pour un montant de 127 900 millions de francs CFA ;

- l'utilisation des ressources extérieures mobilisées à concurrence de 305 432 millions de francs CFA se décomposant comme suit :

- dons projets..... 93 700 millions de francs CFA ;
- prêts projets.....100 312 millions de francs CFA ;
- allègement de la dette..... 27 657 millions de francs CFA ;
- aides budgétaires..... 83 763 millions de francs CFA.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES

I- BUDGET GENERAL

Article 7 : Les crédits ouverts au budget général de l'Etat remanié pour la gestion 2008 sont arrêtés à 1 010 154 millions de francs CFA.

Ces crédits sont répartis par Institution de l'Etat et par ministère conformément aux tableaux en annexe.

Article 8 : Les crédits remaniés ouverts aux institutions de l'Etat et ministères au titre des dépenses ordinaires se chiffrent à 537 523 millions de francs CFA et sont répartis comme suit :

- 1- dette publique..... 36 143 millions de francs CFA ;
- 2- dépenses de personnel..... 191 981 millions de francs CFA ;
- 3- dépenses de fonctionnement.....118 523 millions de francs CFA ;
- 4- dépenses de transfert.....190 876 millions de francs CFA.

Article 9 : Les crédits remaniés ouverts pour la gestion 2008, au titre des dépenses en capital, sont chiffrés à 431 611 millions de francs CFA.

II - BUDGET ANNEXE

Article 10 : Le montant des crédits ouverts au fonds national des retraites du Bénin (FNRB) pour la gestion 2008 est fixé à 30 831 millions de francs CFA.

III - AUTRES BUDGETS

Article 11 : Les crédits ouverts aux autres budgets pour la gestion 2008 sont chiffrés à 10 189 millions de francs CFA et décomposés comme suit :

- caisse autonome d'amortissement (CAA)....1 388 millions de francs CFA
(dépenses de fonctionnement) ;
- fonds routier..... 8 801 millions de francs CFA
(non compris les subventions de 900 millions de francs du budget général).

TROISIEME PARTIE

DISPOSITIONS FINALES

Article 12 : Sont et demeurent abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente loi.

Article 13 : La présente loi qui entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2008 sera exécutée comme loi de l'Etat.-

Fait à Porto-Novo, le

Le Président de l'Assemblée Nationale,

Mathurin C. NAGO

AMPLIATIONS : PR 6 - AN 4 - CC 2 - CS 2 - CES 2 - HAAC 2 - HCJ 2 - MEF 4 – MPDEAP – 4 - AUTRES MINISTERES 25 - SGG 4 – IGE 4- DGB - CF - DGTCP - DGID - DGDDI - DGAE - DGML - DNMP - IGF – CAA 10 - BN - DAN - DLC 3 - GCONB - DCCT - INSAE 3 - DGPD - DGSP - DCRE 3 - BCP - CSN - IGAA 3 - UAC - UNIPAR - ENAM - ENEAM - FADESP - FASEG - FLASH 7 - JO 1.-

ANNEXES

RECAPITULATION DES PREVISIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES

RecDep 2008- 2008 Remanié

(En milliers de Frc CFA)

18/09/08 9:05 PM

SEC T I O N S	INSTITUTIONS DE L'ETA ET MINISTERES	GESTION 2008								GESTION 2008 REMANIE								
		Dépenses de personnel	Achats de biens et services	Dépenses de transfert	Acquisitions et Grosses Réparations	Dépenses en Capital		Total 2008 (a)	Répartit. des dépenses en %	Dépenses de personnel	Achats de biens et services	Dépenses de transfert	Acquisitions et Grosses Réparations	Dépenses en Capital		Total 2008 REMANIE (b)	Répartit. des dépenses en %	Variation ©=(b)-(a)/a
						Financement Intérieur	Financement Extérieur							Financement Intérieur	Financement Extérieur			
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 657 584	3 302 928	1 018 692	1 126 339	2 407 143	0	9 512 686	1,39%	961 399	3 302 928	1 018 692	1 126 339	2 407 143	0	8 816 501	1,10%	-7,32%
10	ASSEMBLEE NATIONALE	4 045 197	2 596 760	176 500	613 018	0	0	7 431 475	1,09%	4 045 197	2 596 760	176 500	613 018	0	0	7 431 475	0,93%	0,00%
11	COUR CONSTITUTIONNELLE	549 261	270 999	2 466	43 502	0	0	866 228	0,13%	549 261	270 999	2 466	43 502	0	0	866 228	0,11%	0,00%
12	COUR SUPREME	1 294 615	473 018	287 786	30 414	560 577	0	2 646 410	0,39%	907 683	473 018	287 786	30 414	560 577	0	2 259 478	0,28%	-14,62%
13	CONSEIL ECONOMIQUE et SOCIAL	876 242	308 032	4 275	39 330	0	0	1 227 879	0,18%	876 242	308 032	4 275	39 330	0	0	1 227 879	0,15%	0,00%
14	HAUTE AUTORITE AUDIO. & COMM.	516 445	482 544	0	202 000	222 921	0	1 423 910	0,21%	516 445	482 544	0	202 000	222 921	0	1 423 910	0,18%	0,00%
15	HAUTE COUR DE JUSTICE	280 452	262 379	41 368	49 676	0	0	633 875	0,09%	224 361	262 379	41 368	49 676	0	0	577 784	0,07%	-8,85%
22	M.C.D.N.	20 006 170	3 913 507	401 246	3 171 982	1 490 711	0	28 983 616	4,24%	21 606 664	3 667 838	401 246	3 171 982	1 490 711	0	30 338 441	3,80%	4,67%
25	M.E.F.	3 696 976	1 988 477	1 796 426	905 032	12 411 851	1 583 510	22 382 272	3,27%	4 621 220	1 800 435	1 796 426	905 032	17 671 527	1 583 510	28 378 150	3,55%	26,79%
26	M.J.L.D.H.	1 944 513	2 207 323	577 292	89 316	2 754 660	2 611 563	10 184 667	1,49%	2 222 318	1 993 139	577 292	89 316	2 754 660	2 611 563	10 248 288	1,28%	0,62%
28	M.C.R.I.	150 845	811 239	222 074	80 678	308 634	357 000	1 930 470	0,28%	512 873	616 407	222 074	80 678	308 634	357 000	2 097 666	0,26%	8,66%
32	M.D.C.C.T.I.C./P.R.	697 312	533 725	1 083 825	44 085	6 905 379	0	9 264 326	1,35%	488 118	483 647	1 080 825	40 564	22 241 262	0	24 334 416	3,05%	162,67%
36	M.S.	5 515 717	8 886 856	14 745 614	294 972	19 120 551	22 651 670	71 215 380	10,41%	10 116 868	9 461 114	14 745 614	294 972	19 120 551	22 651 670	76 390 789	9,56%	7,27%
37	M.M.E.E.	430 873	789 901	959 252	218 060	18 420 725	27 233 788	48 052 599	7,02%	517 048	662 298	959 252	218 060	19 744 725	27 233 788	49 335 171	6,17%	2,67%
38	M.C.A.T.	263 418	420 747	2 516 670	131 952	6 058 068	0	9 390 855	1,37%	1 058 940	352 557	2 516 670	131 952	6 058 068	0	10 118 187	1,27%	7,75%
39	M.A.E.P.	5 306 846	1 922 222	4 106 700	374 591	21 491 000	21 630 100	54 831 459	8,01%	4 245 477	1 613 299	10 232 200	374 591	23 816 000	21 630 100	61 911 667	7,75%	12,91%
40	M.J.S.L.	397 701	507 262	2 527 524	92 862	2 770 000	0	6 295 349	0,92%	178 965	403 567	2 527 524	92 862	2 770 000	0	5 972 918	0,75%	-5,12%
41	M.F.E.	557 302	582 434	2 298 427	222 822	631 354	0	4 293 339	0,63%	250 786	547 434	2 235 378	223 822	631 354	0	3 888 774	0,49%	-9,42%
44	M.E.S.R.S.	5 500 000	2 101 616	11 658 140	242 110	4 145 744	3 619 000	27 266 610	3,98%	6 490 456	1 938 419	13 658 140	242 110	5 145 744	3 619 000	31 093 869	3,89%	14,04%
49	M.M.F.E.J.F.P.M.E.	312 731	294 225	9 835 988	66 119	2 404 000	12 244 000	25 157 063	3,68%	78 183	235 669	26 775 293	66 119	2 404 000	12 244 000	41 803 264	5,23%	66,17%
51	M.D.C.T.T.P./P.R.	1 114 219	929 941	3 293 633	137 873	26 899 000	45 263 501	77 638 167	11,35%	835 664	796 897	3 293 633	137 873	37 975 290	49 876 887	92 916 244	11,63%	19,68%
52	M.T.F.P.	909 496	975 296	1 622 374	648 699	653 282	0	4 809 147	0,70%	891 306	806 921	1 740 624	516 699	653 282	0	4 608 832	0,58%	-4,17%
53	M.R.A.I.	109 252	574 449	127 550	123 800	152 820	3 557 000	11 332 555	1,66%	38 238	448 737	113 550	123 800	152 820	231 557	1 108 702	0,14%	-15,97%
54	M.I.C.	610 940	521 248	602 059	147 386	6 400 922	3 050 000	11 332 555	1,66%	256 595	430 573	2 844 346	147 386	6 400 922	3 050 000	13 129 822	1,84%	15,86%
55	M.E.P.N.	820 443	389 329	1 376 394	41 962	4 019 000	9 286 960	15 934 088	2,33%	246 133	322 723	1 376 394	41 962	4 019 000	9 286 960	15 293 172	1,91%	-4,02%
59	M.U.H.R.F.L.E.F	196 460	691 912	549 060	100 000	12 266 416	21 309 234	35 113 082	5,13%	4 776 155	2 431 799	1 167 000	6 988 043	2 299 959	0	49 641 392	6,21%	41,38%
60	M.I.S.P.	4 976 155	2 816 907	1 167 000	6 598 043	2 299 959	0	17 858 064	2,61%	779 680	669 047	12 393 650	372 437	6 446 000	0	17 662 956	2,21%	-1,09%
61	M.D.G.L.A.A.T.	917 270	848 459	12 393 650	197 698	2 246 000	0	16 603 077	2,43%	43 708 854	9 143 687	22 179 803	2 961 951	12 988 402	6 129 260	97 111 957	12,15%	9,66%
62	M.E.M.P.	39 903 330	9 467 379	17 195 503	2 961 951	12 901 514	6 129 260	88 558 937	12,94%	20 598 333	4 876 007	18 745 795	1 452 356	6 294 047	1 284 037	53 250 575	6,66%	37,24%
63	M.E.S.F.T.P.	16 008 414	4 240 634	9 522 465	1 452 356	6 294 047	1 284 037	38 801 953	5,67%	10 734 420	3 273 865	152 193	565 943	3 058 911	0	17 785 332	2,23%	14,56%
64	M.A.E.I.A.F.B.E.	8 304 126	3 443 680	152 193	565 943	3 058 911	0	15 524 853	2,27%	420 842	738 699	1 189 539	192 500	2 767 000	10 913 400	16 221 980	2,03%	-1,70%
65	M.C.P.D.E.A.P.	601 204	811 148	1 210 539	200 000	2 767 000	10 913 400	16 503 291	2,41%	96 670	276 466	374 883	50 000	450 000	0	1 248 019	0,16%	0,00%
66	M.A.P.L.N.	96 670	276 466	374 883	50 000	450 000	0	1 248 019	0,18%									
TOTAL 1		128 568 179	58 643 042	103 847 568	21 265 571	182 512 189	189 398 580	684 235 129	100,00%	144 096 969	56 379 816	145 379 491	21 687 289	237 599 121	194 011 966	799 154 652	100,00%	16,80%
Dettes publiques		0	0	0	0	0	0	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0,00%	0,00%
Dépenses communes		28 199 393	5 227 298	252 000	0	0	0	33 678 691	22,36%	30 783 393	6 227 298	252 000	-	-	-	37 262 691	21,92%	10,64%
Dépenses diverses		100 000	20 014 295	790 000	0	0	0	20 904 295	13,88%	100 000	32 228 741	790 000	-	-	-	33 118 741	19,48%	58,43%
Interventions publiques		0	0	40 514 638	0	0	0	40 514 638	26,89%	0	0	44 054 135	-	-	-	44 054 135	25,92%	8,74%
Dép. d'exercices clos		17 000 000	2 000 000	400 000	0	0	0	19 400 000	12,88%	17 000 000	2 000 000	400 000	-	-	-	19 400 000	11,41%	0,00%
TOTAL 2		45 299 393	27 241 593	41 956 638	0	0	0	150 640 624	100,00%	47 883 393	40 456 039	45 496 135	0	0	0	169 978 567	100,00%	77,81%
Fonds Nat. Retraites du Bénin		225 660	753 657	29 597 921	253 683	0	0	30 830 921	75,16%	225 660	753 657	29 597 921	253 683	0	0	30 830 921	75,16%	0,00%
Caisse Autonome d'Amortis.		0	0	1 388 000	0	0	0	1 388 000	3,38%	0	0	1 388 000	0	0	0	1 388 000	3,38%	0,00%
Fonds Routier		0	0	8 801 000	0	0	0	8 801 000	21,46%	-	0	8 801 000	0	0	0	8 801 000	21,46%	0,00%
TOTAL 3		225 660	753 657	39 786 921	253 683	0	0	41 019 921	100,00%	225 660	753 657	39 786 921	253 683	0	0	41 019 921	100,00%	0,00%
TOTAL 1, 2 & 3		174 093 232	86 638 292	185 591 127	21 519 254	182 512 189	189 398 580	875 895 674	-	192 206 022	97 589 512	230 662 547	21 940 972	237 599 121	194 011 966	1 010 153 140	-	15,33%
REPARTITION		19,88%	9,89%	21,19%	2,46%	20,84%	21,62%	95,87%	-	19,03%	9,66%	22,83%	2,17%	23,52%	19,21% (*)	96,42%	-	15,33%

(*) non compris le taux de la dette publique

2-DEPENSES NON REPARTIES

(En Milliers de Francs)

SEC-TIONS	DESIGNATION	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
	DETTE PUBLIQUE	-	-	-		-		36 143 172
	DEPENSES COMMUNES	30 783 393	6 227 298	252 000		-		37 262 691
	DEPENSES DIVERSES	100 000	32 228 741	790 000		-		33 118 741
	DEP. D'INTERVENTIONS PUBLIQUES			44 054 135		-		44 054 135
	DEP. SUR EXERCICES ANTERIEURS	17 000 000	2 000 000	400 000		-		19 400 000
	TOTAL	47 883 393	40 456 039	45 496 135	0	0	0	169 978 739

B - BUDGET ANNEXE GESTION 2008 REMANIE

(En Milliers de Francs)

SEC-TIONS	DESIGNATION	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
	FONDS NAT. RETRAITES DU BENIN	225 660	753 657	29 597 921	253 683			30 830 921
	TOTAL	225 660	753 657	29 597 921	253 683	0	0	30 830 921

C - AUTRES BUDGETS GESTION 2008

(En Milliers de Francs)

SEC-TIONS	DESIGNATION	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
	CAISSE AUTONOME D'AMORT.			1 388 000		-		1 388 000
	FONDS ROUTIER	-		8 801 000				8 801 000

A- BUDGET GENERAL DE L'ETAT, GESTION 2008 REMANIE

1-DEPENSES REPARTIES

18/9/08 9:06 PM

(En Milliers de Francs)

SEC- TIONS	INSTITUTIONS DE L'ETAT ET MINISTERES	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	961 399	3 302 928	1 018 692	1 126 339	2 407 143	0	8 816 501
10	ASSEMBLEE NATIONALE	4 045 197	2 596 760	176 500	613 018	0	0	7 431 475
11	COUR CONSTITUTIONNELLE	549 261	270 999	2 466	43 502	0	0	866 228
12	COUR SUPREME	907 683	473 018	287 786	30 414	560 577	0	2 259 478
13	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	876 242	308 032	4 275	39 330	0	0	1 227 879
14	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIO- VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	516 445	482 544	0	202 000	222 921	0	1 423 910
15	HAUTE COUR DE JUSTICE	224 361	262 379	41 368	49 676	0	0	577 784
22	M. C. D. N.	21 606 664	3 667 838	401 246	3 171 982	1 490 711	0	30 338 441
25	M. E. F.	4 621 220	1 800 435	1 796 426	905 032	17 671 527	1 583 510	28 378 150
26	M. J. L. D. H.	2 222 318	1 993 139	577 292	89 316	2 754 660	2 611 563	10 248 288
28	M. C. R. I.	512 873	616 407	222 074	80 678	308 634	357 000	2 097 666
32	M. D. C. C. T. I. C. / P. R.	488 118	483 647	1 080 825	40 564	22 241 262	0	24 334 416
36	M. S.	10 116 868	9 461 114	14 745 614	294 972	19 120 551	22 651 670	76 390 789
37	M. M. E. E.	517 048	662 298	959 252	218 060	19 744 725	27 233 788	49 335 171
38	M. C. A. T.	1 058 940	352 557	2 516 670	131 952	6 058 068	0	10 118 187
39	M. A. E. P.	4 245 477	1 613 299	10 232 200	374 591	23 816 000	21 630 100	61 911 667
40	M. J. S. L.	178 965	403 567	2 527 524	92 862	2 770 000	0	5 972 918
41	M. F. E.	250 786	547 434	2 235 378	223 822	631 354	0	3 888 774
44	M. E. S. R. S.	6 490 456	1 938 419	13 658 140	242 110	5 145 744	3 619 000	31 093 869
49	M. M. F. E. J. F. P. M. E.	78 183	235 669	26 775 293	66 119	2 404 000	12 244 000	41 803 264
51	M. D. C. T. T. P. / P. R.	835 664	796 897	3 293 633	137 873	37 975 290	49 876 887	92 916 244
52	M. T. F. P.	891 306	806 921	1 740 624	516 699	653 282	0	4 608 832
53	M. R. A. I.	38 238	448 737	113 550	123 800	152 820	231 557	1 108 702
54	M. I. C.	256 595	430 573	2 844 346	147 386	6 400 922	3 050 000	13 129 822
55	M. E. P. N.	246 133	322 723	1 376 394	41 962	4 019 000	9 286 960	15 293 172
59	M. U. H. R. F. L. E. C.	245 575	691 912	549 060	100 000	26 745 611	21 309 234	49 641 392
60	M. I. S. P.	4 776 155	2 431 799	1 167 000	6 988 043	2 299 959	0	17 662 956
61	M. D. G. L. A. A. T.	779 680	669 047	12 393 650	372 437	6 446 000	0	20 660 814
62	M. E. M. P.	43 708 854	9 143 687	22 179 803	2 961 951	12 988 402	6 129 260	97 111 957
63	M. E. S. F. T. P.	20 598 333	4 876 007	18 745 795	1 452 356	6 294 047	1 284 037	53 250 575
64	M. A. E. I. A. F. B. E.	10 734 420	3 273 865	152 193	565 943	3 058 911	0	17 785 332
65	M. C. P. D. E. A. P.	420 842	738 699	1 189 539	192 500	2 767 000	10 913 400	16 221 980
66	M. A. P. L. N.	96 670	276 466	374 883	50 000	450 000	0	1 248 019
<u>TOTAL</u>		144 096 969	56 379 816	145 379 491	21 687 289	237 599 121	194 011 966	799 154 652